

## Veille sur l'actualité : février à mai 2024

Pour la France, l'actualité de défense est restée liée principalement aux conflits qui se prolongent en Ukraine et au Proche Orient, dans un contexte de tension mondiale. Les informations résumées ci-dessous sont tirées d'articles de presse généraliste de différentes tendances.

### Affrontements et violences dans le monde

En Ukraine, il a surtout été signalé des avancées russes marquées par la prise en février de la ville d'Avdiïvka, dans le Donetsk, et une progression en mai plus au nord, vers Karkhiv. Les combats sont acharnés et il est noté le déficit de soldats et surtout de munitions du côté ukrainien. Le président russe a accusé l'Ukraine d'une attaque terroriste en mars qui a tué 144 personnes lors d'un concert près de Moscou, revendiquée par l'organisation État islamique.

Mais c'est sans doute le conflit au Proche Orient qui a eu le plus grand retentissement médiatique en France et dans le monde :

- L'armée israélienne a poursuivi des actions dans la bande de Gaza, destinées à éradiquer le Hamas après l'attaque du 7 octobre et alors que celui-ci tirait encore des roquettes contre Israël début mai. Il est notamment mentionné en avril et mai : 33 000 Palestiniens tués dont environ 10 000 membres du Hamas, l'évacuation de Rafah par plus de 360 000 Palestiniens alors que cette ville venait d'être investie, une situation humanitaire critique en raison des destructions d'infrastructures et des contraintes à l'acheminement d'aide alimentaire.
- En lien avec ce conflit, il était annoncé en février que 80 000 habitants avaient été déplacés au nord d'Israël à la suite de tirs du Hezbollah. L'Iran a lancé en avril une vague de drones et de missiles qui selon les militaires israéliens a été neutralisée à 99% avec l'aide des États-Unis, mais aussi du Royaume-Uni et de la France ; en représailles, Israël a effectué des frappes limitées contre des cibles militaires en Iran. Par ailleurs les rebelles houthistes ont poursuivi leurs attaques en mer Rouge, marquées pour la première fois par la destruction complète d'un navire marchand qui a coulé avec sa cargaison d'engrais hautement toxique.

Parmi les autres crises persistantes à répercussion multinationale, il a été cité les combats en Birmanie entre l'armée et des rebelles issus de la minorité des Rohingya, dont plus de 750 000 se sont réfugiés en 2017 au Bangladesh et beaucoup cherchent maintenant à gagner la Malaisie ou l'Indonésie. En Afrique, le Rwanda est accusé par plusieurs États d'aider des insurgés contre la République démocratique du Congo. En Mer de Chine méridionale, des manœuvres navales et aériennes ont fait ressortir des tensions porteuses de menaces entre d'un côté les États-Unis, l'Australie, le Japon, les Philippines, de l'autre la Chine qui a notamment encerclé Taïwan le 23 mai.

### Armements, économie, diplomatie

Selon l'organisme Sipri, les dépenses militaires dans le monde s'élevaient à 2 443 milliards de dollars en 2023, en hausse de 6,8% (+24% en Russie) sur un an.

Pour l'Ukraine :

- Dans un accord signé en février, la présidence française prévoit jusqu'à 3 Md€ de soutien militaire en 2024, à comparer à 3,8 Md€ qu'elle assure avoir fournis en 2022 et 2023 ; sont cités : canons Caesar, lance-roquettes unitaires, blindés AMX-10 RC, VAB de transport de troupes, armements antichars Milan et antiaériens Mistral, Crotale, Aster 15, missiles de croisière Scalp. Parallèlement, l'Allemagne s'est engagée sur une aide de près de 8 Md€, mais ne mentionne pas les missiles de croisière germano-suédois Taurus demandés par l'Ukraine.

- Au total, début 2023, les Européens avaient fourni 330 000 munitions en un an alors qu'un million avaient été promises. Les États européens ont en outre donné leur accord pour faire profiter l'Ukraine des 3 milliards d'euros d'intérêts produits en un an par les avoirs russes gelés dans les banques européennes.
  - Au plan des communications, il est à noter les débats suscités par l'annonce de l'envoi de militaires français en Ukraine et, par ailleurs, la menace pour la Moldavie que constitue l'appel des séparatistes de Transnistrie à la protection russe.
- En ce qui concerne le Proche Orient :
- Début mars, depuis que fin janvier Israël avait affirmé que douze employés de l'agence des Nations unies chargée des réfugiés palestiniens avaient participé à l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, seize pays donateurs, dont les États-Unis, avaient suspendu leur financement.
  - L'assemblée de l'ONU a adopté en mai par 143 voix (dont la France) sur 193 une résolution favorable à l'admission de l'État de Palestine (aujourd'hui observateur) en tant que membre de droit, alors qu'au conseil de sécurité les États-Unis avaient opposé leur veto à cette admission. L'Espagne, l'Irlande et la Norvège, ont officiellement reconnu un État de Palestine, rejoignant notamment le Vatican, l'Islande, la Suède et des pays de l'est de l'Europe.
  - Le procureur de la Cour pénale internationale a requis des mandats d'arrêt contre les dirigeants du Hamas et d'Israël pour « crime contre l'humanité » (les États-Unis et Israël n'en sont pas membres alors que l'Autorité palestinienne y a adhéré en 2014).

Ailleurs dans le monde :

- La force d'interposition russe de près de 2 000 soldats dans le Haut-Karabakh a quitté le pays plus tôt que prévu, tandis qu'à Bruxelles Arménie et Azerbaïdjan se sont mis d'accord pour rectifier une frontière contestée au nord-est de l'Arménie, qui rendra quatre enclaves vides de leurs habitants détenues depuis 1991. Par ailleurs, il est mentionné des signes d'une volonté de l'Azerbaïdjan de déstabiliser la France en Nouvelle Calédonie.
- Le 19 avril, des responsables américains ont annoncé anonymement que les États-Unis avaient accepté à la demande du Niger de retirer leurs mille cent soldats du pays. Le 10 avril une centaine d'instructeurs de l'Africa Corps, nouveau label de la présence paramilitaire russe au Sahel, avaient débarqué à Niamey.

### **Commentaires du comité**

Une fois de plus, l'actualité illustre différents dilemmes en matière de défense.

Concernant le conflit ukrainien, il ressort la question sensible de conditions à fixer pour l'emploi des armements, notamment les missiles, fournis à l'Ukraine, les préoccupations d'efficacité s'opposant au souci de ne pas être considérés comme « cobelligérants ». Par ailleurs, le gel des avoirs russes constitue une incitation pour d'autres pays à éviter de recourir au système de financement « occidental », d'où un facteur d'affaiblissement à long terme.

A propos du Proche-Orient, l'attaque du 7 octobre, en déclenchant la répression violente d'un adversaire plus puissant qui a eu un coût politique énorme, semble malheureusement répondre aux attentes de ses initiateurs. Ne retrouve-t-on pas là un engrenage souvent recherché par des terroristes ?

Jacques Bongrand, président du comité Défense d'IESF, 27 06 24